

Archimages07

Entre l'offre et la demande : l'entreprise patrimoniale

22.23.24 octobre 2007

PATRIMOINE, RECHERCHE, ÉDUCATION ET FORMATION

A quoi sert l'Inathèque ?

Jean-Michel RODES,
Directeur de l'Inathèque

Je voudrais d'abord revenir sur plusieurs choses :

- Nous travaillons tous les mois avec Michèle LAGNY à ce rapport entre la recherche et l'archive.
- Je ne suis pas pour l'appellation « Vous les archives ». Les archives, c'est « nous », Marc VERNET y compris. Il y a des archivistes, mais les archives sont collectives. Elles sont à tous, et c'est en termes de citoyens que nous définissons des archives et des périmètres d'archives.

Il y a toujours cette angoisse de la pléthore d'archives, mais il ne faut pas aller trop loin. Une régulation économique et politique viendra toujours moduler le nombre d'archives. Ne croyons pas que l'archiviste fait ce qu'il veut n'importe quand, n'importe comment, ou que le chercheur peut demander toutes les archives qu'il pourrait vouloir.

Lors d'un collège iconique, nous avons reçu Jacques DERRIDA qui nous parlait de cela, ayant écrit *Mal d'archives* qui est un livre tout à fait passionnant, malgré sa complexité. DERRIDA parle de la double étymologie du mot « archive » qui vient à la fois de « ce qui est ancien » et de « ce qui appartient aux archontes », c'est-à-dire aux instances de pouvoir. Il y a toujours du pouvoir dans l'archive, contrairement à la trace. L'archive commence à partir de la sélection, d'un découpage de la vie quotidienne, pour le garder pour des raisons variées, mais toujours avec un coût. Le pouvoir va indiquer à chaque fois quelle masse d'argent pourra être consacrée aux archives. Il ne faut pas croire que nous soyons en plein libéralisme, au sens productif, sur ce sens-là.

Je voulais également rebondir sur ce que Michèle LAGNY a évoqué très rapidement : le Cambodge. Que se passe-t-il avec le Cambodge ? Un grand réalisateur, Rithy PANH, a eu cette envie d'une reprise de la mémoire au Cambodge après le génocide des Khmers rouges. Nous en avons beaucoup parlé avec lui et l'Ina. L'Ina s'est assez investi dans un projet consistant à faire un centre à Phnom Penh permettant de récupérer la mémoire audiovisuelle dispersée, à la recentrer, à les ouvrir en consultation, dans un dispositif similaire à celui de la vidéothèque de Paris (ouverte à tout le monde sur une dizaine de stations de lectures). Ce dispositif doit permettre une réappropriation d'une mémoire qui soit antérieure à ce fossé du génocide Khmer rouge. Autour de cela, Rithy PANH a développé toute une série de fonctions au-delà de l'archivage et de la consultation. Il travaille en ce moment avec Michèle LAGNY et avec des groupes de chercheurs pour développer une recherche au Cambodge autour de l'audiovisuel, car ce n'est pour l'instant là-bas qu'un grand désert sur ce plan.

C'est pour cela que je ne suis pas tout à fait d'accord avec la formule lapidaire de Marc VERNET quand il parle d'archive et de recherche, car j'ai été à Phnom Penh au moment de l'inauguration du

centre, à Cotonou pour voir ce qu'il est possible de faire en matière d'archives audiovisuelles en Afrique et en Afrique de l'Ouest. Dans ces pays où il n'y a ni recherches ni archives, nous avons un peu des réflexions de pays de luxe. En revanche, quand il n'y a ni archives ni recherches, une société ne va pas bien.

Je commencerais par faire un détour : mon intervention ne va pas, ou très peu, vous parler de cinéma. Prenez cet article de *Libération* du 3 octobre sur le nombre de passages de Nicolas SARKOZY à la télévision. Or, nous avons créé à l'Ina un baromètre donnant justement un certain nombre de chiffres permettant de produire ce type de résultats. Ce résultat du baromètre a fait le tour de toute la presse nationale, régionale, télévision et radio à grande vitesse, en deux ou trois jours : *L'Humanité*, *Le Nouvel Observateur*, *Challenge*, *Le quotidien de la Réunion*, *Corse matin*, France 5, RFI. Ce fut un déluge. Nous pouvons voir que lorsque l'on produit de la connaissance sur un sujet donné, on ne se limite pas à un simple niveau de chercheur. Cela résonne très largement et très globalement. D'ailleurs, il y a un vrai problème aujourd'hui d'articulation entre la recherche universitaire et les médias, au sens où la recherche a du mal à répondre, et à répondre dans les délais, à la demande sociale des médias face à des questions d'actualité. Il y a une place possible pour la recherche qui reste inoccupée parce que la recherche ne colle pas suffisamment aux questions que la société se pose. Il est aussi possible que la société va trop vite.

À la base de ce déluge, le baromètre montrait un top des personnalités, où l'on comparait l'intervention de CHIRAC et de SARKOZY dans les mois suivant leur élection. Nous constatons, grâce aux archives, que SARKOZY intervenait trois fois plus que CHIRAC ne l'a fait en 1995 ou en 2002. Mais, un autre constat que la presse a moins repris, le Premier ministre intervenait plus que le Président de la République, alors qu'aujourd'hui FILLON est dans une faible troisième position. Nous voyons également qu'au mois d'août, alors que les hommes politiques interviennent traditionnellement très peu au mois d'août (par exemple, 14 interventions pour l'ex-Premier ministre Alain JUPPE), SARKOZY était intervenu 44 fois. Cela ne fait jamais que confirmer l'impression que tout le monde avait, à savoir que SARKOZY était omniprésent dans les médias. Il n'empêche que l'on passe d'un régime de la perception, du sentiment, de la sensation, à un régime de la preuve. C'est un système tout à fait intéressant.

Nous travaillons là aussi dans la « peopolisation » : la presse a retenu cette preuve d'omniprésence, alors que nous avons fait d'autres choses. Nous avons fait un zoom sur l'international, les faits divers et le sport, et quelque chose qui me paraît très intéressant, le phénomène d'augmentation de la victimisation et de la mention de « l'enfant victime » de manière générale dans l'ensemble des médias.

Nous avons fait une étude qui n'est pas encore publiée pour le moment, mais qui permet de voir un certain nombre de choses. Cette étude porte sur dix ans, de 1995 à 2006. Elle utilise pratiquement une analyse lexicométrique, puisque c'est à partir des différents vocabulaires utilisés dans les journaux des grandes chaînes télévisées. Nous constatons différentes occurrences du mot « victime » :

- En 1995, 467 fois.
- En 1996, 568 fois.
- En 1997, 590 fois.
- En 1998, 567 fois.
- En 1999, augmentation.
- En 2000, nouvelle augmentation.
- En 2001, nous atteignons des pics avec le World Trade Center.
- En 2002, ce sont les résultats de 2001.
- En 2003, nouvelle augmentation. Etc.

Ce genre d'analyse permet donc de produire de la connaissance. Pour faire cela, un travail énorme est fait en amont à l'Ina sur la documentation des journaux télévisés et des programmes télévisés en général. Cela permet de travailler au niveau lexicométrique à ce niveau de précision, nous donnant une idée de l'évolution des concepts, des idées, des thèmes, des rubriques de journaux, mais également de la présence de personnalités. Ainsi, quand on se demande ce que les archives peuvent apporter à la recherche, ou à la société en général, ce sont aussi des bases de travail. Dans le domaine de la culture et des médias, nous commençons à avoir l'équivalent de l'INSEE dans le domaine de la production économique ou de la sociologie.

C'était une sorte de détour, car ce n'est pas non plus l'essentiel de notre activité. L'intérêt était, selon moi, de voir à quel moment nous pouvions amener des choses un peu différentes. D'autre part, cela montre aussi à quel point l'Ina s'est réorienté ou s'oriente de plus en plus pour que l'archive ne soit pas non plus que passive, mais amène quelque chose en termes de production, d'éditorialisation et de production de savoir. Dans le cas contraire, il y a de grandes chances que cela ne se fasse pas, qu'aucune équipe universitaire ne soit suffisamment organisée et constante pour faire ce type de travail.

Je reviens maintenant vers le sujet essentiel, en répondant à la question posée par Marc VERNET. À quoi peut servir l'Inathèque ? Nous sommes dans la droite ligne de ce que nous disait Marc VERNET tout à l'heure : À quoi sert la recherche ? À quoi sert l'archive ? Je crains qu'il n'y ait des fois des réponses un peu lapidaires.

Parler de l'Inathèque revient pour moi à parler de l'interface pour les chercheurs et le public de l'ensemble du travail fait à l'Ina. L'Inathèque sert principalement à trois grandes choses :

- Collecter, conserver.
- Diffuser.
- Transmettre.

À l'intérieur de ces actions, nous collectons précisément la radio depuis 1930, la télévision depuis 1949. Aujourd'hui, nous collectons 80 chaînes de télévision et 20 chaînes de radio enregistrées 24h/24 et documentées. D'autre part, nous travaillons actuellement sur le dépôt légal du WEB.

Je peux revenir sur la question de savoir si la collecte des données du WEB ne serait pas de trop. Nous ne pouvons pas nous dire que quelque chose comme les archives, qui sont une sorte d'instance sociale, puissent être décalées ou complètement découpées de ce qui serait l'instance d'expression d'une société. Nous sommes dans une société qui communique beaucoup plus, et qui laisse beaucoup plus de traces de sa communication comparativement au Moyen-Âge, par exemple. Aucune raison ne justifie donc un niveau d'archivage, au sens générique du terme, égal à celui de cette époque ancienne.

Pour la diffusion, l'Ina a une offre sélective selon différents de public. Nous avons déjà parlé d'ina.fr, qui représente aujourd'hui 17 000 heures accessibles et 40 000 personnes accréditées qui ont des comptes permanents leur permettant d'acheter sur ina.fr. Marie-Claire AMBLARD a parlé d'inamediapro.fr : c'est un service professionnel qui regroupe aujourd'hui 4 000 comptes, et qui offre 450 000 heures d'archives. L'Inathèque est installée aujourd'hui à la Bibliothèque nationale de France en rez-de-jardin, et offre 3 000 000 d'heures de radio et de télévision, et compte 10 000 accrédités.

Concernant la transmission, il s'agit de InaStat' dont j'ai déjà parlé. Actuellement, nous travaillons beaucoup sur un projet qui s'appelle « Signature ». Tout un département de direction de la recherche technologique de l'Ina est en train de mettre au point ce produit. Il intéresse Google, YouTube, DailyMotion, Canal +, TF1, etc., car il permet, en somme, de faire une traçabilité des droits d'auteur sur le WEB ou sur l'univers broadcast de la télévision. Tout n'est pas encore conclu à ce sujet, mais voilà le type de choses que fait l'Ina qui est, en même temps, une production de connaissances. En effet, au-delà du premier usage de « Signature » qui organise une traçabilité, il y aura certainement beaucoup d'autres usages qui seront même de simple documentation ou d'information sur une vidéo quelconque, afin de la rapprocher de documents existants ailleurs.

Michèle LAGNY parlait de Sylvie LINDEPERG : si nous repensons à sa généalogie des images de la Shoah ou de *Nuit et brouillard*, nous pourrions prendre la masse d'images stockées dans un énorme serveur et y ajouter des aides automatiques. Cela ne veut pas dire, d'ailleurs, que tout serait fait automatiquement, mais une part du travail de généalogie pourrait être évité au chercheur qui partirait d'un niveau déjà prémâché par des machines.

Nous pouvons également évoquer la fonction de « fertilisateur » : à l'Inathèque, nous sommes très attentifs à l'existence d'une recherche sur l'audiovisuel. Je ne conçois pas l'Inathèque sans cette recherche, et je souhaite qu'elle soit forte, tonique, puissante et un peu homogène. Par exemple, nous avons publié le livre de Gilles DELAUDAUD sur l'art de la télévision, qui est une œuvre exceptionnelle. Elle reprenait, d'une part, un certain nombre des approches qui ont expertisé sur le cinéma, pour l'appliquer à la dramatique de télévision ; et, d'autre part, elle comporte aussi de l'histoire et de l'esthétique. Je ne serai pas aussi radical que Marc VERNET à ce sujet, car je pense qu'il peut y avoir une histoire des contenus esthétiques, et pas simplement une histoire de la fiche technique d'un film. Il faudrait éviter une telle réduction. Nous avons publié ce livre parce qu'il nous semblait très important que ce genre de choses existe. Nous faisons de même pour des colloques, des manifestations. Par exemple, nous avons organisé un colloque voilà 15 jours avec le conseil scientifique du Conseil Représentatif des Associations Noires de France, avec le sociologue Michel WIEVIORKA qui a fait une réflexion sur ce que voulaient dire les statistiques de la diversité, notamment dans les représentations télévisuelles. Nous avons également travaillé avec Éric MASSE. Tout cela pour dire que nous aidons et que nous travaillons avec ces personnes, afin de fertiliser une recherche sur l'audiovisuel. Cependant, je trouve encore dommage que la recherche audiovisuelle soit parfois si éclatée, conflictuelle, polémique et individuelle. Ce n'est pas une raison pour qu'il n'y en ait plus, mais, au contraire, c'est une raison pour qu'elle se renforce.

Par ailleurs, il existe « l'enseignement des savoirs ». L'Ina a lancé une école de l'audiovisuel qui s'appelle Ina'Sup. Nous nous sommes consacrés sur deux grandes filières d'enseignement :

1. *Productions et programmations audiovisuelles* : il y avait un vrai manque à ce niveau dans la société française. À un moment, il devrait y avoir un changement de génération dans toute une série de population, notamment chez les producteurs. Il faut donc préparer une relève qui soit mieux formée que ne l'ont été les premiers, des pionniers qui ont inventé la poudre en même temps qu'ils devaient en faire l'utilisation.
2. *Patrimoine audiovisuel* : c'est une formation de Master qui n'existait pas en tant que tel.

À chaque fois, nous avons essayé de mettre l'accent sur tout l'audiovisuel et pas que le cinéma.

Avant le mois de novembre 2008, nous collections toutes les télévisions nationales hertziennes, toutes les télévisions de la Télévision Numérique Terrestre (TNT), et à peu près tout ce qui était sur le câble et le satellite d'origine française. Nous allons maintenant passer, à partir du mois de novembre, à un niveau régional, en captant les 24 stations régionales de France 3, puis celles de RFO. Nous avons de plus rajouté huit chaînes de télévision dont la chaîne XXL, ce qui a impliqué de nombreuses discussions. Le pouvoir avait des pudeurs par rapport à cet archivage.

Sur la photo ici présentée, vous pouvez voir la régie technique de captation télé. Nous avons des écrans de contrôle qui vous montrent comment se passe l'enregistrement permanent. Nous faisons la même chose pour la partie radio. Il y a aussi de l'archive au sens presque traditionnel du terme. Vous voyez ici un conducteur d'antenne ou conducteur de diffusion. Autrefois, cela s'appelait aussi un « rapport de chef de chaîne » du 25 août 1954, lorsqu'il n'y avait qu'une seule chaîne de télévision en noir et blanc. Les remarques à la fin du rapport sont très intéressantes : « *Cette soirée est caractérisée par des enchaînements difficiles ; des panneaux qui reviennent sur l'antenne inopportunément ; une annonce de speakerine qui arrive à démarrer difficilement sur antenne. Motif de tout ceci : la discipline se relâche très sérieusement sur le plateau. Pendant l'émission, on joue, on s'amuse, on chahute, on quitte le casque et on finit par oublier les tops.* » À l'époque, les pannes et les interruptions étaient fréquentes. C'est en même temps tout un contexte de production qui est passionnant à voir. Cela fait également partie de ce que l'on a à l'Ina en plus des images.

Dans les fonds audiovisuels, nous possédons des choses méconnues :

- Nous avons aujourd'hui plus de 150 000 messages publicitaires. C'est-à-dire que nous avons progressivement réussi à récupérer l'intégralité de ce qui a été diffusé à l'antenne depuis octobre 1968, qui a été le début de la publicité commerciale de marque à l'ORTF. Il n'est pas toujours simple de tout récupérer, car certains formats sont difficiles sur un plan technique. D'autre part, sur les premières années, parce que ce sont des choses enregistrées en même temps que ce qui est diffusé, tout est en noir et blanc.
- Nous avons également plus de 20 000 longs métrages dans les archives de l'Ina, ce qui est sans doute l'une des plus grosses collections au monde accessibles facilement.
- Nous avons la plupart des séries américaines. Cela va donc bien plus loin que la simple production française.
- Près de 5 000 vidéoclips.
- Nous travaillons actuellement à des reprises de mémoire sur des fonds extérieurs. Il s'est avéré que, à peu près depuis la fin des années 1970, avec l'arrivée du magnétoscope, les théâtres ont commencé à enregistrer leur captation. Souvent ce n'est pas bon ; la lumière est mauvaise ; c'est du noir et blanc en monocaméra. Mais le fond des théâtres est les seules traces existantes de ce qu'a été la création théâtrale pendant une trentaine d'années. Nous avons passé des accords avec tous les théâtres nationaux (Chaillot, La Colline, Strasbourg et l'Odéon), avec le Conservatoire national d'art dramatique. Et nous allons continuer dans ce sens-là avec les théâtres régionaux, pour pouvoir collecter et numériser les traces de l'ensemble de cette activité.
- L'Ina a géré pendant 20 ans la naissance et le développement de la création de l'image de synthèse en France. Aux États-Unis avait lieu un festival important, le Siggraph, mais en Europe il n'y avait que Imagina. Nous avons récupéré l'intégralité des archives d'Imagina, ce qui nous donne toute l'histoire de l'image de synthèse depuis ses premiers balbutiements très techniques, qui n'ont pas d'approche esthétique, jusqu'à toute son intégration dans des productions, et les débats autour de cela.
- Nous avons aussi tous les fonds d'archives écrites venant du CSA, du TDF, de l'ASFP, de Radio France, l'ORTF, France 2, TF1, toutes les revues de presse. Nous numérisons de plus en plus tout ce qui tourne autour des programmes, même s'il y a beaucoup de choses, dont les rapports de chaînes, les connecteurs d'antennes.
- Nous avons lancé une campagne systématique pour récupérer les archives des grands réalisateurs, des grands décideurs, mais aussi, parfois, à des captations pour ceux qui n'ont pas d'archives. Pendant plusieurs heures à plusieurs jours, nous allons enregistrer les souvenirs de quelqu'un. Ce n'est plus strictement de l'archive parce que des déformations sont introduites.
- Nous gérons les archives écrites du Comité d'Histoire de la Télévision, de grandes émissions comme *Cinq colonnes à la une*. Nous recevons en permanence des documents d'accompagnement des chaînes, de plus en plus sous forme de fichiers numériques. Nous en sommes aujourd'hui à plus de 130 000 documents d'accompagnement, à plus d'un millier de collections spécialisées, 15 000 monographies.

Comment fonctionne l'Inathèque sur le plan technique ? Nous avons deux modes de fonctionnement. Le premier fait que nous avons une fibre optique avec les régies finales des grands diffuseurs. Nous sommes en train de développer un certain nombre de technologies nouvelles. Cela correspond à :

1. Réception satellite.
2. Des fichiers circulent sur un réseau informatique.
3. Stockage des fichiers sur un format « broadcast », qui sera rediffusable sur serveur.

4. Transcodage en MP4. Ce sont des nouvelles normes de transcodage qui nous permettent en somme de diviser et de diminuer les débits afin de pouvoir travailler beaucoup plus facilement sur des réseaux, et d'avoir beaucoup moins besoin également de taille de serveur ou de disques durs.

Ce sont des choses tout à fait considérables. Lorsque nous parlions Internet ou WEB précédemment, cela marquait effectivement qu'il y a un changement radical de la fonction de l'archive, notamment dans la mise à consultation. Le fait même de pouvoir numériser, compresser, et réduire considérablement les débits fait que, soit on aura de l'archive dans les magasins à Bois d'Arcy par exemple, soit on aura des copies DVD, soit ce sera consultable sur le WEB.

5. Ensuite, nous générons des supports : des fichiers informatiques sur DVD enregistrables (par exemple DVD Blue Ray, selon la nouvelle norme de SONY permettant cinq fois plus de possibilités de stockage informatique sur un DVD).
6. Des serveurs de stockage qui vont alimenter toute une série d'autres activités.

L'Ina a une fonction de plus en plus intégrée. Il faut penser l'archive dans l'ensemble de ses possibilités d'utilisation, qui ne sont pas que la recherche. Par exemple, ce serveur de stockage qui sera un serveur tampon pour six mois, sert également à la collecte et à l'indexation, mais aussi aux archives professionnelles qui vont aller alimenter les serveurs de distribution, soit de type inamediapro soit de type ina. Cela permet également de calculer des « signatures ». Et, par ailleurs, le CSA travaille entièrement à partir des archives que nous captions et que nous leur transmettons.

Dans la partie consultation, les différents usages se répartissent ainsi :

- 63 % d'étudiants.
- 21 % de professionnels.
- 11 % de chercheurs.
- 4 % de recherches personnelles.
- 1 % d'enseignants.

Pour la répartition par discipline :

- Lettres, informations, communication et histoire, sont la partie la plus importante.
- Toutes les disciplines sont plus ou moins représentées.

Il y a des tendances à la hausse aujourd'hui pour les sciences politiques et l'histoire ; à la baisse sur l'information-communication, très attirée par le WEB et les médias nouveaux.

En ce moment, nous étions installés à la BnF, mais nous allons décentraliser la consultation. L'Ina a six antennes régionales (Lyon, Toulouse, Marseille, Strasbourg, Rennes et Lille), une station de consultation à Marseille, et une autre en finalisation à Lyon. Au niveau technique, des sources sont transcrites en MP4, que ce soit à partir d'une source en MPEG 1, 1,2 MB, ou de fichiers sur serveurs dans les mêmes formats, ou de VHS. Nous allons les numériser, les transcoder, et les mettre sur un serveur région qui, lui-même, alimente des stations de lecture audiovisuelles qui sont en région.

Contenu du DVD :

Voix off : *L'institut a ouvert en 2006 un site web destiné au grand public, qui permet un accès direct à des milliers d'heures d'archives. Enrichie en permanence, cette offre a d'ores et déjà été étendue à des sites thématiques, comme la rubrique pédagogique « Apprendre », ou les sites consacrés aux élections présidentielles et au Festival de Cannes. Depuis 1995, l'Ina gère le dépôt légal de la radiotélévision, dont la collecte concerne progressivement de plus en plus de canaux de diffusion. Organisée au sein de l'Inathèque de France, cette activité permet aux chercheurs, aux universitaires et aux étudiants d'accéder depuis 1998 à près de 2 000 000 d'heures d'archives. Les débats, les*

colloques et les publications initiés par l'Inathèque contribuent à développer un savoir critique et viennent enrichir la réflexion sur les médias. Très prochainement, l'Inathèque aura en outre la charge d'une partie du dépôt légal du WEB, pour tous les sites consacrés à l'audiovisuel.

Participante :

Christine MATHIEU, je travaille aux Archives départementales de l'Essonne. Je suis archiviste responsable des fonds audiovisuels, mais mon service gère aussi des archives papier. J'avais une question assez précise : dans les archives papier, nous avons une tendance à faire du « records management ». Il s'agit de sélectionner à la source et déterminer le sort final des documents qui vont être conservés ou pas. Vu la quantité de documents audiovisuels produits en France, ou même dans le monde, aura-t-on un jour un tel système qui va sélectionner tel ou tel document, pour le détruire ou le conserver. Quels pourraient être alors les critères de sélection ? Pour l'instant, pour le papier, ce sont des critères par rapport à la législation ou à des marchés publics. Je vois que l'Ina enregistre de plus en plus de chaînes, de plus en plus de produits que ce soit sur Internet ou ailleurs. Est-ce que l'on va pouvoir tout conserver ?

Jean-Michel RODES

J'aurais deux éléments de réponse par rapport à cela. Le premier consiste de dire que nous devrions parfois nous méfier du terme générique « d'archives ». Là, par exemple, il y a un glissement. Nous avons des archives audiovisuelles à l'Ina, mais dans le sens très générique du terme. Dans la pratique, nous avons beaucoup plus quelque chose qui s'apparente à de la bibliothèque qu'à de l'archive. Ce n'est pas de l'archive administrative, plutôt quelque chose que les gens ont vu, qui a été diffusé. C'est exactement comme un livre qui a été distribué, ou un DVD qui a été vendu. Nous ne sommes pas réellement dans l'archive au sens strict du terme. Aujourd'hui, la Bibliothèque nationale ne fait pas de tri dans les livres. Elle ne fait pas du « records management », ou du « désherbage », dans le vocabulaire traditionnel des bibliothécaires. Il faut donc se dire qu'il n'existe pas beaucoup de centres de conservation de l'audiovisuel, contrairement aux nombreuses bibliothèques. Dans une bibliothèque, les choses sont conservées en de multiples exemplaires, sont facilement accessibles d'un peu partout. Sur la télévision, l'Ina est seule. Il ne faut donc pas nous comparer à une bibliothèque municipale qui pourrait faire du désherbage, parce qu'il y a, de toute façon, un dernier recours qui est la Bibliothèque nationale. Nous sommes le dernier recours en matière d'audiovisuel.

Marc VERNET

Je ne suis pas un technicien de la documentation. Nous savons que, pour le papier, le terme d'archives est un peu un piège dans la mesure où il n'y a pas, au départ, d'idée de ce qui devrait être conservé. Et, par une espèce de tour de passe-passe, le mot « archive » confère à tout papier produit la qualité d'archive. Or, les Archives nationales de France font la collecte de la production papier à archiver de tous les services publics français. Ils appliquent des règles de records management qui permettent de savoir quel type de documents vont être conservés en archives, et quelles parties de documents vont être écartées ou détruites, avec plusieurs niveaux de filtres. Selon mon souvenir, certaines archives fonctionnent en ne gardant que 10 % de la récolte. D'autres archives, y compris les archives militaires américaines, ne gardent que 5 % de la récolte. Ceci n'est possible qu'à partir du moment où, non seulement, il y a des critères, mais aussi la notion de « série ». C'est-à-dire qu'une administration produit en série un certain type de documents. À partir du moment où cette production est en série, il suffit de prendre une carotte de cette série à un temps donné pour avoir un reflet correct. Dans le domaine du cinéma, sans parler de l'audiovisuel, mon expérience me fait dire que nous sommes encore loin de cette idée, sauf dans la gestion de ce qui est déjà en interne et qui peut effectivement être examiné, catalogué, dédoublonné, etc. Toutefois, il ne faut pas confondre le

désherbage qui se fait *a posteriori* sur des ouvrages qui sont en rayonnage et qui semblent devenus obsolètes à cause de la fuite du temps et, d'autre part, le records management qui :

1. applique à la source un certain nombre de règles de captation de ces documents,
2. applique ensuite des règles d'acheminement de ces documents vers des centres comme les archives,
3. et applique enfin des règles de traitement de ces documents pour en sélectionner selon des critères précis.

Jean-Michel RODES

Ma deuxième réponse : pour nous, cela coûte beaucoup plus cher de sélectionner, désherber ou faire du records management, que de garder. C'est quelque chose qui est infiniment moins coûteux. Nous enregistrons huit heures de télévision d'un coup. Si nous nous mettons ensuite à les trier avec un technicien qui va tenter de découper une heure par ci, une demi-heure par là, cela va nous coûter beaucoup plus cher que de garder le DVD complet. Nous ne payons d'ailleurs ce DVD que 0,30 € la pièce, et il est alimenté presque automatiquement par des robots qui enregistrent tout.

Nous faisons tout de même une sélection *a priori*. Elle se fait sur un plan documentaire. L'investissement qui nous coûte cher est l'investissement documentaire, le moment où une intelligence humaine va renseigner quelque chose. C'est à ce moment-là que nous allons faire de la sélection, et non pas sur l'enregistrement du média lui-même.

Participante

Arlette BOULOGNE. Excusez-moi d'intervenir à nouveau, mais je voudrais tout de même clarifier l'histoire d'archives. Quand j'entends parler de désherbage pour des archives papier, ce n'est pas possible. On peut faire du désherbage dans une bibliothèque. Les archives ne conservent pas des documents publiés, mais tous les documents préparatoires à ces documents publiés. Le problème des archives auquel je me suis confronté lorsque j'ai travaillé avec l'Ina, c'est qu'il n'y a pas de documents préparatoires. La seule production de la télévision est l'émission. Une archive d'édition correspond à ce que garde une maison d'édition : ses contrats d'éditeur, les manuscrits, etc. Quels sont les manuscrits d'une émission de télévision ? C'est enregistré en direct, et il n'y a pas de manuscrit, sauf pour les conducteurs.

Dans tous les chiffres donnés par Jean-Michel RODES, on parle de toutes les émissions aussi. C'est vrai que lorsqu'on est face à l'audiovisuel, et pas au cinéma, on a en même temps un stockage de type bibliothèque et en même temps un stockage de type archive. Le records management n'existe pas quand on est en production de documents publiés. Le records management existe en amont de la production administrative ou scientifique, où on se questionne de façon anticipée sur la conservation d'un document en cours de réalisation, et sur la façon de suivre sa trace. L'informatique permet de le faire en amont. Je pense donc que ce n'est pas comparable, et que le terme d'archive audiovisuelle est un terme très générique, englobant en même temps la bibliothèque et l'archive.

Participant

Marc Sandberg. Je voulais savoir s'il y avait des chasseurs d'archives détruites, des gens qui cherchent à trouver les archives susceptibles d'avoir été détruites. Par exemple, dans l'histoire cinématographique, les producteurs ont souvent détruit leurs archives. Je m'intéresse à ce type d'archives détruites, pour savoir comment les trouver. Avez-vous des services de recherche et de chasseurs ?

Marc VERNET

Nous savons effectivement que des archives ont disparu, parfois qu'elles ont été détruites. Mais il faudrait localiser une espèce de trou noir de la mémoire, identifiable à son pourtour et non à son contenu. C'est un appel d'offres !

Nous connaissons des chercheurs d'archives, des gens ayant le don, l'énergie et la patience pour aller repérer des fonds d'archives inconnus. Leur savoir-faire et leur finesse leur permettent de repérer, de faire transmettre ou d'exploiter.